

La collectivité agricole réclame de plus en plus qu'au lieu d'appuyer sur des niveaux de prévention des pertes, il faudrait insister plutôt sur les niveaux qui constituent plus exactement un régime concret d'assurance et de protection du revenu.

Le député de Crowfoot et, sauf erreur, le député de Medicine Hat (M. Hargrave) ont pris l'attitude opposée. Ils estiment qu'une mesure législative de prévention des pertes suffit. La fédération canadienne de l'agriculture croit, et le ministre est en partie d'accord avec elle, qu'il faudrait mettre l'accent sur un régime concret d'assurance et de protection du revenu plutôt que sur des théories de prévention des pertes. Si cette mesure législative offre une protection quelconque, j'y souscris volontiers, tout comme mon parti.

● (1240)

J'ai écouté les députés reprendre l'ancien mythe du marché ouvert et libre dont les producteurs agricoles du Canada ont souffert pendant des décennies. Mes amis à ma droite s'inquiètent beaucoup de l'intervention du gouvernement, mais j'affirme que le système qu'ils appuient a forcé les gouvernements à intervenir sur le marché. Il n'y a aucune autre raison pour cette intervention. Le supposé marché libre et ouvert, s'il existe, a seulement prouvé combien leur système est inefficace et injuste.

A mon avis, il faut davantage de protection du revenu et de garanties dans le cadre de la supposée intervention gouvernementale. Il faut un système qui puisse garantir les prix et la pleine production. Le pays appuierait un tel système et aiderait à en assumer les coûts. Nous devons adopter un système semblable si nous voulons nourrir le reste du monde. Nous avons bien plus besoin de mesures de ce genre que des demi-mesures que propose le gouvernement et des non-mesures que demande l'opposition officielle.

**M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est):** Madame l'Orateur, nous examinons en réalité la possibilité de maintenir la viabilité de l'agriculture au Canada. Peu de personnes doutent que l'agriculture soit l'une de nos plus importantes industries et qu'elle soit essentielle à l'économie canadienne. Il incombe au gouvernement d'appuyer l'industrie et de mettre au point et d'appliquer des politiques qui en permettront l'expansion. Malheureusement, malgré tous les discours du gouvernement, ses politiques des quelques dernières années n'ont pas empêché l'exode de la campagne vers la ville. Les campagnards continuent à quitter la ferme malgré les efforts de diverses personnes et associations en vue de maintenir notre économie agricole.

On peut avancer des arguments valables à l'appui de l'affirmation selon laquelle il faut maintenir et étendre l'agriculture au Canada, ne serait-ce que pour permettre aux agriculteurs de rester dans l'industrie. Certains ont choisi l'agriculture comme étant le mode de vie le plus souhaitable et le plus sain. Il est malheureux que ces gens soient forcés de quitter la ferme et de vivre dans des régions urbaines et qu'ils aient à lutter sur le marché du travail pour obtenir un emploi bien rémunéré. Ce mode de vie est bien différent de celui qu'ils auraient souhaité. A mon avis, il importe de permettre à ces gens de rester en agriculture et nous devons garantir que les jeunes qui veulent être agriculteurs peuvent rester sur la ferme et que ceux qui ont laissé la ferme peuvent revenir à l'agriculture.

L'agriculture a trop longtemps été considérée comme une occupation moins intéressante que les autres. La journée de travail y était longue et ardue, la rémunération infime et incertaine. Mais les temps ont changé et alors

#### *Stabilisation des prix agricoles—Loi*

que l'âge moyen des agriculteurs est de 58 ans, il ne faut désormais rien épargner pour assurer la relève. Le consommateur canadien a besoin d'un secteur agricole solide et rentable. Il faut que nous puissions compter sur une production agricole de qualité. Les intérêts du consommateur et du producteur coïncident sur ce point, car nous ne devrions pas dépendre des importations étrangères vu qu'une pénurie de nos produits agricoles pourrait faire monter les prix et le coût de la vie.

En outre, le monde entier a besoin de produits alimentaires, et c'est là une raison de plus de conserver à notre agriculture sa viabilité. Le raisonnement en faveur de la prospérité du secteur agricole ne se fonde pas uniquement sur la satisfaction de nos seuls besoins, mais aussi de ceux du reste du monde. Comme il a été dit ce matin, des populations entières ont faim, et on ne compte plus les sous-alimentés. Il nous incombe donc, à nous qui avons été à ce point favorisés de la Providence, de conserver nos moyens de production agricole, d'en tirer les aliments dont le pays et le reste du monde ont besoin. Il nous faut donc savoir percevoir les signes de malaise, car nous ne devons pas oublier qu'il nous incombe de contribuer à l'approvisionnement alimentaire du monde.

Je suppose que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a fait preuve de sincérité lorsqu'il a présenté ce bill, et prétendu qu'il s'agissait d'une mesure très novatrice, aux répercussions profondes, etc. A l'entendre, il a reçu plus de pouvoirs que n'importe lequel de ses prédécesseurs, il a accompli une tâche énorme, aucun de ses prédécesseurs n'ayant fait autant pour l'agriculture du pays. Il faut bien je suppose qu'il chante ses mérites, puisque personne ne le fait. Je suppose que ses efforts sont sincères. Comme l'a dit le député de Crowfoot (M. Horner), il semble bien que le ministre voit son influence baisser au cabinet et qu'il n'arrive pas à présenter les politiques qu'il juge indispensables pour garder notre industrie agricole viable.

Après avoir entendu le ministre parler des répercussions profondes de ce projet de loi, de ses aspects innovateurs, et les reste, je l'ai examiné. A dire le vrai, je ne trouve pas qu'il soit à la hauteur de ce que le ministre en a dit. Le bill vise à modifier une loi datant depuis pas mal de temps mais sa portée me semble trop limitée pour lui permettre de régler certains des problèmes cruciaux qui assaillent l'agriculture. Toute la difficulté vient de l'attitude du gouvernement à l'égard de l'agriculture. Je le répète, le ministre a formulé quelques bonnes propositions. La faiblesse tient à l'application de la politique. Celle-ci, il va sans dire, laisse beaucoup à désirer, et ses répercussions sur le monde agricole seront négligeables. A mon avis, le ministre devrait consulter davantage ses homologues provinciaux.

J'aimerais donner lecture d'un extrait du mémoire que la Fédération canadienne de l'agriculture a présenté au premier ministre (M. Trudeau) et à son cabinet en 1974. Voici:

Nous ne voyons pas comment les agriculteurs et les gouvernements peuvent effectivement élaborer une politique nationale de l'agriculture et des domaines connexes, sans mettre en place une procédure de planification et de consultation qui soit vraiment bien au point. Nous devons dire qu'à notre avis, le gouvernement fédéral a été jusqu'ici bien mal équipé, tant au point de vue de principes que des méthodes, pour relever un défi d'une importance vitale. Le fait est, à notre avis, que les consultations ne se poursuivent pas assez sérieusement pour relever le défi des politiques à formuler pour l'avenir, du moins pas en ce qui a trait à l'agriculture.